



GESTION PUBLIQUE

La veille internationale en brèves

N° 69 – juin 2016

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

Note réactive du mois

N° 84 – Lettonie participation citoyenne à l'élaboration du budget



Au terme de trois ans de procédure et par un vote de son Parlement le 16 juin, la république balte est devenue le 35^e État membre de l'OCDE. Souvent cité en exemple au sein de l'Union européenne pour la façon dont il s'est relevé de la crise économique et financière, le pays est vivement encouragé par cette organisation internationale à poursuivre les réformes qu'il a engagées en impliquant ses citoyens dans l'action publique.

[en savoir plus](#)

jfa

Actualité de la gestion publique

Dernière minute

Royaume-Uni






Le 23 juin, les citoyens britanniques se sont prononcés, par référendum, à 51,9 % pour une sortie de leur pays de l'Union européenne (dénommée « Brexit »). C'est la première fois que l'article 50 du traité européen sera appliqué. Il prévoit notamment une durée de deux ans entre la notification faite par l'État membre au Conseil européen et l'accord de retrait qui acte sa sortie effective. Cette situation unique soulève aujourd'hui beaucoup de questions. À ce titre, le sénateur Albéric de Montgolfier a remis – le 1^{er} juin et au nom de la commission des Finances – un rapport intitulé « [Le Brexit : quelles conséquences économiques et budgétaires ?](#) ». Celui-ci détaille les alternatives à l'Union pour Londres et analyse l'impact économique et budgétaire tant pour le Royaume-Uni que pour l'Europe des 27.

Le devenir des (1 164) fonctionnaires britanniques en poste auprès des institutions européennes (soit 3,5 % de l'effectif global) est également au cœur des débats. Sur ce point, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, s'est voulu rassurant. Dans un [message](#) qu'il leur a adressé dès le lendemain du vote, il leur précisait : « D'après notre statut, vous êtes des "fonctionnaires de l'Union". (...) Vous avez laissé vos "chapeaux" nationaux à la porte lorsque vous êtes entrés dans cette institution. Aujourd'hui, cette porte ne se referme pas sur vous ».




[en savoir plus](#)

jfa

1 - Gestion de la performance (audits, budget, indicateurs)

Autriche 	Faisant suite à un rapport de la Cour des comptes, rendu public en avril et préconisant une profonde réforme du système de péréquation financière (entre la fédération, les Länder et les communes) qui arrive à terme en fin d'année, le gouvernement veut en réformer rapidement les modalités de mise en œuvre . Le ministre des Finances, Hans Jörg Schelling, prône une claire répartition des missions entre les niveaux d'administration, selon le principe « compétence et responsabilité entre les mêmes mains ». Sur la période 2009-2013, la Cour avait décelé des anomalies (en ce qui concerne la répartition des financements) dans cinq des huit Länder. en savoir plus	jfa
Espagne 	Tirant les leçons du projet Castor (construction d'un entrepôt de gaz, suspendue après que des risques sismiques ont été détectés dans la région, ce qui a conduit le gouvernement à verser 1,35 milliard d'euros d'indemnités au consortium attributaire), le gouvernement crée un bureau d'évaluation chargé d'examiner la viabilité financière des contrats de concession de travaux publics et de services. Ce bureau étudiera les contrats d'investissement émis par toutes les administrations publiques avant le lancement de la procédure d'appel d'offres. Son premier objectif est de pointer tous les coûts supplémentaires pour les pouvoirs publics dans des contrats qui pourraient être défaillants ou non rentables. en savoir plus	jfa
Islande 	Guðni Th. Jóhannesson, le président de la République nouvellement élu, veut mettre la confiance des citoyens au centre de son action. Il a indiqué « qu'il y avait du ressentiment, de la déception, voire de la colère à cause des effets prolongés de la crise de 2008 et que cela recommence avec les révélations de comptes offshore ». Contrairement à son prédécesseur qui avait plusieurs fois exercé son droit de veto sur des lois votées par le Parlement, il veut que ce soit les citoyens qui puissent décider par référendum face une loi controversée, si 15 % d'entre eux le souhaitent. En 2011, le pays avait innové en préparant une nouvelle Constitution , issue de la démocratie participative , mais la procédure avait été suspendue deux ans plus tard. en savoir plus	jfa

2 - Organisation et mise en œuvre du service public

États-Unis 	Le gouvernement fédéral s'engage pour mieux protéger les étudiants contre les pratiques abusives de certains établissements d'enseignement supérieur en matière de droits d'inscription et de frais de scolarité. Dans un contexte où le plus grand nombre doit emprunter pour financer ses études , le texte, présenté par le ministère de l'Éducation et qui entrera en vigueur le 1 ^{er} novembre, « simplifie et renforce la réglementation en vigueur en accordant aux étudiants le remboursement total des sommes empruntées s'ils ont été victimes de fraude ou trompés par un établissement qui n'a pas fait preuve de transparence en matière de coûts ». Des actions communes (<i>class actions</i>) pourront également être engagées. en savoir plus	jfa
Irlande 	Un premier programme de partenariat public-privé dans le domaine de la santé publique a été annoncé par Paschal Donohoe, ministre de la Dépense publique et de la Réforme. Quatorze centres de premiers soins , répartis sur l'ensemble du territoire, vont compléter l'offre publique déjà existante . L'État finance 50 % du coût total de l'opération (140 millions d'euros), l'autre moitié se répartissant entre la Banque européenne d'investissement, une banque japonaise et un fonds d'investissement allemand. Ce programme s'inscrit, selon le ministre, dans le plan d'action du gouvernement pour développer une offre de soins basée sur la proximité à des coûts maîtrisés . en savoir plus	jfa
Norvège 	Première mondiale en matière de réglementation sur les marchés publics et grand pas vers le développement durable : par une nouvelle loi en date du 24 mai, l'État interdit désormais dans ses appels d'offres tout ce qui participe à la déforestation des forêts tropicales (comme la production d'huile de palme ou la culture de soja). En 2008, le pays avait contribué à hauteur de un milliard d'euros pour financer la lutte contre la déforestation amazonienne. Ce nouveau texte correspond à l'engagement pris lors du sommet des Nations unies pour le climat à New York en 2014. L'Allemagne et le Royaume-Uni avaient également annoncé vouloir modifier leur réglementation dans ce sens. en savoir plus	jfa

République tchèque



La **réforme** visant à fusionner l'Unité de **lutte contre la criminalité organisée** (service de la police) et l'Unité de **lutte contre la corruption et la criminalité financière** (service des finances), annoncée par le ministre de l'Intérieur, Milan Chovanec, divise profondément la coalition gouvernementale. Les ministres des Finances, Andrej Babiš, et de la Justice, Robert Pelikán, se sont prononcés clairement contre cette réforme et le procureur général, Pavel Zeman, a **alerté sur l'impact négatif qu'elle pourrait avoir sur les affaires en cours**. David Ondráčka, qui dirige l'antenne tchèque de Transparency International, dit que « son pays a fait des **progrès visibles en matière d'indépendance** des services d'enquête et d'investigation » et pense qu'une telle réforme fera perdre en professionnalisme et en efficacité.

[en savoir plus](#)

jfa

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

Côte d'Ivoire



À l'occasion de la première édition du **Prix panafricain du service public**, le pays s'est vu décerner le prix d'excellence dans la catégorie « **innovation et amélioration de la qualité dans le service public** » pour son **Système intégré de gestion des fonctionnaires et agents de l'État (SIGFAE)**. Il s'agit d'un progiciel mis en place par le gouvernement pour la gestion de tous les agents publics à travers un **fichier unique de référence (FUR)**, composé d'éléments fonctionnels liés aux procédures des ministères de la Fonction publique (carrières) et des Finances (rémunérations). Il vise à **moderniser la gestion financière** du personnel de l'État et à **améliorer la gestion des emplois** et des positions administratives.

[en savoir plus](#)

jfa

Malte



Votée en 2012, la **loi pour le libre accès à l'information** voit sa mise en œuvre critiquée. L'un des principaux journaux du pays s'est vu **rejeter la majorité des demandes formulées** en un an et a dû **déposer des recours** auprès du Commissaire pour la protection des données. Dans sa réponse, l'Administration oppose les **exceptions prévues par le texte** (documents détenus par la commission électorale, la commission de la Fonction publique, la commission de l'emploi, le procureur général, la Cour des comptes, les services de sécurité et le médiateur). Le nouveau gouvernement a promis de **revoir la loi** pour « mieux refléter les normes européennes de transparence, plus élevées ».

[en savoir plus](#)

jfa

Pays-Bas



Alors même que le gouvernement travaille à la **refonte de sa loi sur la transparence** (datant de 1980) et promet un accès au plus grand nombre de documents, une société (Metahaven) a lancé une nouvelle application nulpunt.nl pour **faciliter la sélection de l'information**. Les deux concepteurs décrivent leur outil comme « un croisement entre WikiLeaks et les médias sociaux ». Dans la pratique, l'utilisateur pose des filtres sur les thématiques qui l'intéressent, puis il accède – via un tableau de bord – à une boîte de réception des documents. Ceux-ci **peuvent être annotés** grâce à un outil d'édition intégré (les commentaires sont consultables s'il a choisi de les rendre publics) et **partagés via les réseaux sociaux**.

[en savoir plus](#)

jfa

Roumanie



Mis en place en 2014, le portail dédié à la commande publique e-licitatie.ro fait évoluer son offre de services sur le **processus de passation de marchés en ligne**. Depuis le 8 juin, les utilisateurs peuvent trouver des **informations préliminaires** sur les appels d'offres à venir. Un **nouveau tutoriel** les aide à soumissionner pour les marchés nationaux et européens. Les services adjudicateurs publieront les rapports sur les procédures actuelles et passées. De nouvelles fonctionnalités (amélioration du **mode d'indexation des documents** et validation à l'aide de la signature électronique) sont en cours de déploiement, conformément à l'engagement pris par le gouvernement en novembre 2015.

[en savoir plus](#)

jfa

4 - Gestion des ressources humaines

Allemagne



Aydan Özoğuz, chargée de mission auprès du gouvernement fédéral pour l'immigration, les réfugiés et l'intégration, et Hans-Georg Engelke, secrétaire d'État au ministère fédéral de l'Intérieur, ont présenté le **premier rapport donnant la proportion de personnes issues de l'immigration** dans l'Administration fédérale (14,8 %, pour un taux de 20,1 % dans le secteur privé). Même si le **chiffre progresse**, les autorités parlent de « **sous-représentation** ». La chargée de mission **regrette notamment** que la grande majorité des employés publics issus de l'immigration soient des femmes, exerçant des fonctions d'exécution et en situation de contrat à durée déterminée.

[en savoir plus](#)

jfa

Canada



Le gouvernement de Justin Trudeau a **mis en concurrence plusieurs cabinets de recrutement** spécialisés pour lui fournir des **listes de candidats potentiels** à des postes de dirigeants de son Administration. L'annonce a été faite le 6 juin par Raymond Moret, porte-parole du Bureau du Conseil privé, rattaché au Premier ministre, qui précise que « les candidats à fort potentiel en dehors de la fonction publique fédérale peuvent **apporter la diversité** à notre administration ». La mission est de **pourvoir 70 postes** au sein de l'Administration fédérale. Le cabinet retenu devra contractuellement s'engager à **ne pas recruter pendant deux ans des hauts fonctionnaires** qui souhaiteraient quitter l'Administration.

[en savoir plus](#)

jfa

Italie

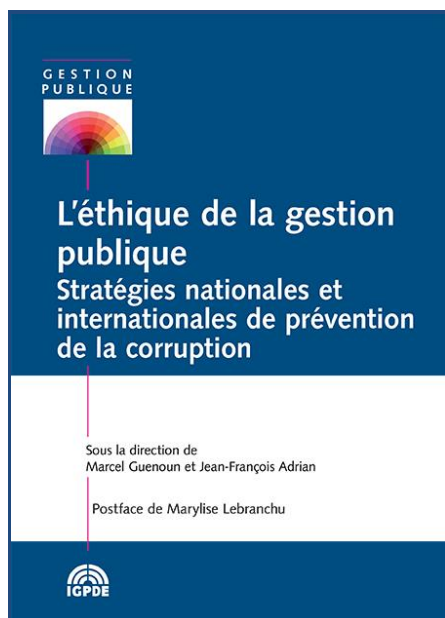


Un **recours en inconstitutionnalité** formulé par des universitaires, des magistrats et des procureurs contre **l'interdiction de continuer à exercer au-delà de l'âge légal de la retraite** – mesure mise en place avec la loi Madia – a été rejeté le 10 juin. La Cour estime que la mesure vise « une **utilisation plus efficace des fonctionnaires** » et a argumenté sa décision en ajoutant que : « La mise en œuvre des mesures apparaît de nature à **faciliter la réalisation des économies** susceptibles de libérer de nouvelles ressources durables au changement de génération souhaité » et « une bonne administration **ne peut pas dépendre** du maintien en fonction du personnel qui a atteint la limite d'âge ».

[en savoir plus](#)

jfa

À paraître le 12 juillet 2016



L'éthique est, indubitablement, la pierre angulaire de l'action publique. Son enracinement dans la conscience et la pratique des agents publics conditionne le respect et la confiance que les citoyens accordent à leur administration.

Quels que soient le niveau d'instruction et de développement des peuples ou leur culture administrative et politique, l'exigence d'une gestion publique rigoureuse, soucieuse du bon usage de l'impôt et de l'intérêt général, se répand dans le monde en accompagnement de la globalisation de l'information et de la transparence accrue qu'elle implique.

C'est ainsi que l'éthique, en tant que concept, tend à se diffuser et à être plus fortement visible dans les agendas politiques. Mais sa mise en œuvre au quotidien demeure difficile. La conciliation entre bonnes intentions, cadre législatif et pratique effective est au centre du présent ouvrage, issu des 12^{es} Rencontres internationales de la gestion publique. Il confronte les résultats de recherches scientifiques sur la nature, les causes et les techniques d'éradication de la corruption, et les témoignages de praticiens issus d'administrations d'État et d'organisations internationales sur les stratégies globales et sectorielles de prévention et de lutte contre ce fléau. Une attention particulière est portée aux marchés publics, qui constituent autant une source de difficultés qu'un élément de solution.

Editeur : Comité pour l'histoire économique et financière de la France / IGPDE

Collection « Gestion publique » – 240 pages – Prix : 19 €

ISBN 978-2-11-129383-0 – formats ePub et PDF (9,99 €) disponibles à partir de septembre 2016

[en savoir plus / commander](#)

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : ANNE-HÉLÈNE ROIGNAN, DIRECTRICE GÉNÉRALE
RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (jfa) / NADINE BERNET
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

recherche.igpde@finances.gouv.fr – [@Igpde_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)

<http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2016

